

Le libertaire

Adresser tout ce qui concerne
l'administration à LECOIN

HEBDOMADAIRE ANARCHISTE
69, BOULEVARD DE BELLEVILLE — PARIS

Adresser tout ce qui a trait
à la rédaction à NADAUD

ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE : POUR L'ÉTRANGER :
Un an . . . 10 fr. Un an . . . 12 fr.
Six mois . . 5 fr. Six mois . . 6 fr.

Les anarchistes veulent instaurer
un milieu social qui assure à chaque
individu le maximum de bien-être et
de liberté adéquat à chaque époque.

LA JUSTICE

J'ai la douce manie de passer au crible de ma raison et de ma logique toutes les entités ou, pour mieux dire, toutes les fousailles qui constituent le fondement social, moral et politique de l'ordre capitaliste. J'ai acquis, d'ailleurs, expérimentalement la certitude qu'il est salutaire de ne laisser aller à l'incertitude que l'individu que sont dus les maux qui empoisonnent notre vie sociale.

Désirant donc me faire une idée positive de la justice — entité farouchement criminelle — j'ai cru devoir faire appel à la science juridique d'un professeur de droit, professeur d'un mien ami m'avait signalé comme un officier ne pensant pas basement. J'ai lu, à cet effet, un de ses principaux ouvrages et ne le regrette pas. Il est bon de tout lire, à la condition de penser et de discuter ce qu'on lit.

M. le professeur déclare, dans la préface de son livre, se borner à faire au lecteur l'exposé des règles juridiques ayant une valeur et une force sociale et non pas des préceptes qui n'ont d'autre appui que les préférences personnelles de celui qui les formule, d'autre fondement que son sentiment subjectif de la justice. Il n'y a pas de justice absolue, dit-il, et il faut éviter d'en parler comme d'une chose connaissable et connue. La justice est ce que les hommes d'une époque donnée dans un pays donné croient juste. Le droit naturel absolu est une chimère. Dans un pays donné, le droit est l'ensemble des règles — qu'on les juge bonnes ou mauvaises, utiles ou néfastes — qui, à un moment donné, sont effectivement appliquées par des praticiens et par les tribunaux.

Il me faut reconnaître que ce professeur présente sans détour et même un peu brutalement ce qu'il croit devoir appeler la justice et le droit.

Néanmoins, j'escrotais un exposé critique des règles juridiques admises par la majorité. Étais-je naïf ! Comme si je ne savais pas qu'un personnage officiel n'a aucun intérêt à parler de l'injustice. Pourquoi, d'ailleurs, s'élèverait-il contre le mal social dont il vit ? N'est-ce pas plus simple et plus utile, écartant « ses préférences personnelles », de consacrer ce mal, en s'efforçant de le faire admettre à la vile multitude ? C'est à quoi, d'ailleurs, parviennent tous les officiels : les uns, par une faiblesse, les autres, parce qu'ils présentent aux faibles, éternellement dupes, spécieusement arrangés, les idées les plus positivement fausses. Ne faut-il pas l'autorité d'un docteur pour affirmer que le droit naturel absolu est une chimère et qu'en fait de justice, chaque nation — autre entité sociale et individuelle — a son droit ? Ce docteur, hélas ! ne nous apprend rien ; nos souffrances quotidiennes nous prouvent assez, à nous autres prolétaires, ce qu'est la justice, non pas absolue, mais nationale. Notre droit naturel, c'est le droit de la majorité ou, plus exactement, le droit du plus fort et le plus fort, dans chaque pays, c'est le capitaliste.

C'est lui qui impose aux travailleurs toutes les règles juridiques qui les exploitent, les oppriment et les avilissent. Le capitaliste est le maître, c'est lui l'Etat, c'est lui la loi. Oui, c'est lui qui fait la loi et non la majorité des électeurs qui, eux, la subissent, la sanctionnent, la consacrent. Le capitaliste régit et gouverne. Il laisse au peuple, qu'il tond cyniquement, l'illusion de se donner les institutions qui l'assujettissent. Et, « Brave Peuple », s'accommodant de cette comédie, car il croit être le souverain. Il se rend pieds et poings liés au bourgeois qui l'égorge, mais qu'il importe, puisqu'il a le droit de s'enrichir de maîtres. Il est si fier du Suffrage Universel pour

lequel ses ancêtres de 89 ont fait une révolution politique. Le suffrage universel ? Quelle vaste blague !

C'est par le bulletin de vote, dont ils s'enorgueillissent, qu'ils se rendent esclaves, et qu'ils permettent à leurs représentants de faire les lois qui exigent d'eux une obéissance passive, ces lois qui sont la raison d'être des Etats, des patries, des capitales. La Loi, mais c'est la négation de la conscience individuelle, c'est l'arme terrible dont se servent les puissants pour mater le malheureux quand il rouspète. C'est elle qui donne un état civil à chaque individu, l'immatriculant pour lui permettre plus tard de l'envoyer à la caserne ou à la dernière des guerres défendre le Droit, la Justice, la Civilisation, etc., etc.

Et au nom de la Loi, l'individu investi citoyen et soldat, vole et tue. S'il lui arrive de crever sur le champ de bataille, c'est un « héros », s'il en réchappe, c'est le mérite de la Patrie. C'est le poilu de la grande guerre, le sauveur de la civilisation, celui qui, aux dires du vieux tigre Clemenceau, boit à la coupe sanglante de l'héroïsme le vin fort par lequel toute sensation de la Vie se résume en un suprême appétit de la mort.

Redevenu civil, il reprend le boulot qui ne le nourrit pas et l'abbé. Pour manger il lui faut prostituer ses bras ou son cœur : c'est légal et dans l'ordre de la justice nationale. C'est dans le même ordre que s'exigent, par le travail de tous les déshérités, les fortunes scandaleuses de quelques repus. Et si, contre cet ordre, s'insurgent certaines individualités conscientes de leurs droits impérieux, c'est au nom de la justice qu'on les embaillote.

C'est aussi en son nom qu'on étouffe la pensée. Nous lui devons toutes les inégalités sociales. Les riches et les pauvres, les maîtres et les esclaves, les patrons et les ouvriers, les voleurs et les volés, voilà tout ce qui forme l'ordre capitaliste, protégé et défendu par le gendarme au service de la justice nationale. Les hommes n'ont-ils donc rien dans le cerveau pour se débarrasser d'un tel état de choses ? Il est triste de constater qu'ils admettent, sans révolte, l'atelier, la caserne, la prison et le bagne. Il est étonnant qu'ils croupissent dans l'ordre antinaturel qui veut que les droits des individus varient avec leur situation sociale.

Est-ce justice que deux enfants, dont l'un naît dans le foyer du riche, l'autre dans celui du pauvre, soient déjà à la naissance, distants de toute l'inégalité sociale qui classe les individus ? Non, pourtant c'est régulier, socialement parlant. Ainsi tout est légal quand, au nom de l'Etat, les gouvernants l'ordonnent et tout est bien lorsque l'Autorité le décide.

Cela n'est pas la justice, mais le banditisme légal. La justice n'est pas nationale : elle est absolue, en ce sens qu'elle proclame partout les préjugés et les frontières que partout où il y a des hommes, ils ont droit à la vie. Elle ne nie pas l'individu, elle l'affirme. Elle a ses principes éternels et immuables à savoir que tout être est son propre maître et qu'il a seul le droit de disposer de ses forces et de son existence. Elle ne conçoit l'humanité et la société que par l'individu, seule réalité vivante ; l'homme, de par son droit naturel, ne doit s'adapter à aucune société. C'est la société qui doit s'adapter à lui et il doit pouvoir se la donner librement.

C'est pour cette société que luttent les anarchistes, société sans lois, sans maîtres, sans politiciens, sans jures, société d'amour, de paix et d'harmonie, société libertaire pour tout dire ou chacun s'efforcera de devenir toujours meilleur.

Le Choléra !

Le choléra ! devant ce mal terrible
Chacun de nous recule, épouvanté,
Et se dispose à faire l'impossible
Pour conserver la force et la santé.
Et c'est pourquoi, n'en déplaise aux marquises,
Que le bon Dieu d'ailleurs protégera,
Si nous rêvons de flamber les églises,
C'est pour lutter contre le choléra !...

Le choléra ! devant ce mal farouche
L'esprit humain retombe du ciel bleu
Et les martyrs dont il étire la bouche
En gémissant n'ont qu'à se dire adieu.
Et c'est pourquoi, n'en déplaise aux compères,
Dont un prétoire est le champ de combat,
Si nous rêvons de flamber leurs lanternes,
C'est pour lutter contre le choléra !...

Le choléra ! devant ce mal funeste
Le monde entier frissonne de terreur,
Et devant lui comme devant la peste
Pousse des cris dont l'avenir a peur.
Et c'est pourquoi, n'en déplaise aux badernes,
Dont le bonheur veut la mort du soldat,
Si nous rêvons de flamber les casernes,
C'est pour lutter contre le choléra !...

Le choléra ! devant ce mal néfaste
Le cœur s'égare et la raison frémit,
Et le pays qu'un tel fléau dévaste
Est embrumé d'une éternelle nuit.
Et c'est pourquoi, sans avoir les mains rouges,
En regardant la Chambre et le Sénat,
Si nous rêvons de flamber tous ces bouges,
C'est pour lutter contre le choléra !...

Eugène BIZEAU.

pagnait ; ils prirent les 18.000 dollars et s'enfuirent avec un automobile.

Le jour du jugement arriva.

L'Audience

Notre camarade Vanzetti raconte sa vie aux jurés et, d'une voix claire, depuis son existence de travailleur, ses joies, ses peines, ses désillusions, ses espoirs, sa vie vagabonde à travers l'Italie, la France, l'Amérique, mais où il fut toujours le travailleur dont le labeur quotidien était le seul moyen d'existence ; mais surtout, aussi le propagandiste, selon ses forces, l'esprit de révolte. C'est ainsi qu'à Plymouth, en 1913, à la Cordage Company, il fomenta une grève parmi des travailleurs qui, jusqu'à ce jour, avaient été les plus soumis des exploités, ce qui lui valut d'ailleurs d'être renvoyé de l'usine.

Le matin du 15 avril, jour de l'attentat, il vendit du poisson à Plymouth. Vers 12 h. 30, il causa avec Joseph Boeson, marchand ambulancier, qui lui vendit un coupon d'étoffe ; puis ils se séparèrent. Ensuite, Vanzetti se rendit à la sortie de la « Cordage Company » pour vendre son poisson (plusieurs travailleurs vinrent aussi acheter la vélocité de ses dires). Le reste de la journée se termina par des travaux divers, et à six heures, après avoir mangé, il sortit. Il resta à Plymouth jusqu'au 22 avril, et comme Plymouth se trouvait être assez éloigné de l'endroit où fut commis l'attentat, il n'osa, par cela, qu'il ne pouvait se trouver ce jour-là sur le lieu de l'attentat.

La soirée du 23 avril, il partit à New-York pour assister à un meeting en faveur de Robert Elia et Andréa Salento, qui sont maintenant arbitrairement en prison. Revenu à Plymouth le 1er mai, il en repartit le 3 pour Stoughton, où il trouva Sacco. Sachant que ce dernier devait partir pour l'Italie, il resta la journée avec lui pour organiser une réunion pour le 5 mai. Ce même jour, des camarades étant traqués par la police, ils se procurèrent une automobile pour enlever les brochures et publications subversives qui se trouvaient chez le copain traqués. Ils furent arrêtés, pendant le voyage, à Montello et emprisonnés.

Un jour, un policier se présenta devant la cellule de Vanzetti et, le menaçant de son revolver, lui demanda s'il savait pourquoi il était en prison. Sur sa réponse négative, il lui dit qu'il était arrêté pour le crime de South-Braintree.

Ce fut ensuite l'avocat Kattmann qui interrogea Vanzetti. — Vous vous êtes sauvé de Plymouth en mai 1917 pour vous soustraire au service militaire ? — Oui, répond Vanzetti, j'ai refusé d'aller à la guerre.

Vanzetti et Sacco avaient été ensemble au Mexique. — Alors c'est vous qui en 1919 teniez des propos subversifs aux soldats qui revenaient de faire leur devoir en Europe. — Oui, c'est moi ce bon homme, mais pas celui dont vous voulez faire l'assassin de South-Braintree. Je crois avoir été arrêté pour délit politique et j'avais raison de me méfier des policiers, car je me rappelle la fin tragique d'Andréa Salento.

La déclaration de Vanzetti, entrecoupée des interruptions de l'avocat, dura exactement huit heures vingt, pendant lesquelles il parla toujours franchement et dont l'émouvante sincérité remua l'assistance.

Le procès dura quatre longues journées, parmi lesquelles on ne causa presque pas du crime de South-Braintree. SEULES LES IDEES DE NOS CAMARADES firent les frais du procès, idées d'ailleurs qu'ils revendiquèrent hautement. Après deux heures de plaidoiries des défenseurs de nos camarades, l'accusateur public s'éleva pendant quatre longues heures à demander leur tête.

Le jury délibéra pendant cinq heures et revint en séance. Quelques minutes après

enfermés dans une cage comme des bêtes féroces (c'est la coutume en Amérique), placides et calmes, comme si le moment tragique n'était pas arrivé, ils firent à nouveau leur apparition dans la salle.

L'émotion était indescriptible et ce fut dans un silence glacial et impressionnant que le chef des jurés se leva et prononça contre nos deux camarades la peine de GUILTY (1).

A l'annonce de cette ignominieuse sentence, un cri strident retentit, c'est la compagnie de Sacco qui, défilant, se jette sur la cage et parvient à se glisser à travers les barreaux et vient serrer son compagnon dans ses bras.

Quand les jurés quittent la salle, Sacco se dresse et le doigt tendu, pâle mais énergique, leur crie : « Vous assassinez deux innocents ! Debout, près de moi, Vanzetti, froid et glacial, ne prononce pas une parole et attend qu'on vienne le chercher pour le conduire dans la froide cellule de l'Alcatraz.

Plusieurs femmes présentes retenant leurs larmes avec peine entraînaient la compagnie et le bébé de Sacco en essayant de leur mieux de réconforter cette mère, cette dévouée compagne, qu'un semblable verdict avait douloureusement attristé.

L'exécution doit avoir lieu le 1er novembre ! D'ici cette date il importe au prolétariat du monde entier de se dresser résolument contre la démocratie wilsonnienne et d'imposer à ces forbanes américains la liberté de nos deux camarades.

(1) Mort.

Comment l'Humanité Informe ses lecteurs

Bernard Lecache, rédacteur de l'Humanité, fait, pour le compte de celle-ci, un voyage en Espagne. Et voici ce qu'il nous conte, dans le journal collectiviste du 31 août, à propos des syndicalistes révolutionnaires de Bilbao et de toute l'Espagne même :

« Mais la masse ouvrière attend impatiemment les nouvelles élections pour l'élire son représentant. Elle est assise tout entière au communisme. Les syndicalistes ne craignent pas de prendre nettement position pour l'Internationale de Moscou. Ils laissent aux Français le soin de couper les cheveux en quatre, de marquer les différences géométriques ou sentimentales entre l'autonomie, la liaison organique, la subordination. Pour eux, ces questions n'existent pas. Ils sont syndicalistes, mais ils n'oublient pas qu'ils sont communistes et que le syndicalisme et le communisme peuvent fort bien marcher de pair. L'action à mener, d'ailleurs, est la même, etc... »

Nos camarades qui se rappellent la résolution parue dans le dernier numéro du Libertaire et votée à l'unanimité par les confédérations syndicales régionales espagnoles réunies en une assemblée nationale, penseront que le syndicalisme, bien qu'il ne soit pas le seul, est à ce point la vérité pour servir les intérêts de son parti.

Mais on ne vit pas éternellement sur le mensonge et on ne peut abuser qu'un temps de la crédulité des militants révolutionnaires. Nous continuerons donc, dans ce journal, à dire ce que nous savons, ce que nous pensons, certains de servir ainsi la cause qui est chère à tous les vrais révolutionnaires. Parmi ceux-ci beaucoup déjà sont revenus à nous qui subissent hier l'influence désastreuse des bolchevistes ; d'autres nous rejoignent et ensemble, avec l'aide du temps, nous dissiperons cette confusion si néfaste au mouvement social en général et au syndicalisme fédéraliste en particulier.

Contre une monstruosité

Resterons nous les seuls à protester !...

Nous donnons ci-dessous à nos camarades le procès des deux anarchistes Sacco et Vanzetti, qui, ainsi que nous l'avons relaté dans notre avant-dernier numéro, viennent d'être condamnés à mort et seront exécutés le 1er novembre... A MOINS QUE LES REVOLUTIONNAIRES... PARLENT ET AGISSENT.

Une pareille monstruosité se passe de commentaires, et les Révolutionnaires du monde entier seront unanimes pour flétrir des agissements aussi odieux. Il nous importe d'autant plus de sauver nos deux camarades, qu'ils sont innocents du crime qu'on leur reproche. Pour les sortir de leur gâche, il faudra des protestations véhémentes et dont la portée soit telle que les assassins qui condamneront sans vouloir entendre les témoins aient conscience de leur indignité et fassent rendre JUSTICE (la vraie) à ceux que, par vengeance, ils condamneront à mort.

En tant que anarchistes, le « bourgeois » défend ses privilèges et il englobe ainsi dans sa haine tous les exploités d'un système social dont il est le profiteur.

La lutte des riches contre les pauvres devient ainsi, de par leur volonté, une réalité terriblement douloureuse. Et ce qui touche nos frères d'outre-Atlantique doit nous atteindre au même point, nous blesser aussi cruellement.

Une occasion s'offre à nous de sauver deux des nôtres. Il faut agir de

façon à ce que notre solidarité soit effective.

Pour notre part, travailleurs de ce pays, n'attendons pas qu'un mouvement international se dessine en leur faveur, AGISSONS DE SUITE ! PEUT-ÊTRE SERAIT-IL TROP TARD.

LEUR PROCÈS

Le 31 mai commença à Dedham-Mass le procès de SACCO et VANZETTI, inculpés de double homicide et d'avoir volé 18.000 dollars.

Commentant l'injustice qu'ils allaient commettre, et dans la crainte que des manifestations n'aient lieu à l'annonce du verdict infâme qu'ils allaient faire prononcer, les autorités décrétèrent l'ETAT DE SIEGE dans la ville huit jours avant le procès.

Lorsque le jour du jugement arriva, nos deux camarades s'étreignirent fraternellement et, avec joie, heureux de voir arriver le jour qui — ils l'espéraient — devait leur apporter la liberté.

Nous savons comment leurs juges compriment la justice.

La Genèse de l'Affaire

Le 15 avril 1920, un auto-car appartenant à la Flatter and Morrill Shoe Company (une grande fabrique de chaussures de South-Braintree fut assailli par des individus qui tirèrent à coups de revolver l'officier payeur de la compagnie et le gardien qui l'accom-

suite logique de l'hymne à la production, et témoigner d'une nonchalance honteuse vis-à-vis de l'offensive patronale contre les salaires, contre les huit heures — en accusant le bolchevisme d'être cause de tout le mal. Nous les voyons aujourd'hui enfin persévérer dans la même attitude d'abdication de tous principes et de paix sociale qu'ils flétrissaient jadis énergiquement du nom de jaunisse, avec cette circonstance aggravante qu'ils tentent de se justifier par des arguments technophiles aussi absurdes qu'hypocrites.

Quand donc je dis que la C. G. T. actuelle est frappée de déchéance, j'enonce une vérité qu'aucun homme sincère et observateur ne révoquera en doute. Autant vaudrait nier la lumière du soleil.

Or, là où la masse est un troupeau impuissant, là où les bergers sont des cyniques personnages solidaires entre eux ainsi que les membres d'une Mafia, là où une clientèle de fonctionnaires qui a reçu des services des seigneurs de la Mafia fait passer les obligations de la reconnaissance avant le souci de la propriété et lave et abaisse les pires trahisons, peut-on dire qu'il existe une moralité au sens strict du mot ?

Pour qu'il y ait moralité, en effet, dans un mouvement, dans une organisation quelconque, il faut que les individus participant à ce mouvement ou à cette organisation soient eux-mêmes des êtres moraux — ce qui suppose l'existence d'idées et de principes qui les élèvent au-dessus de la vie animale. Cette condition indispensable étant remplie il n'est pas dit que l'ambiance résultant du fait collectif ne réagisse pas sur la mentalité individuelle d'une manière préjudiciable. On remarque fréquemment que lorsque des individus s'agregent, l'esprit collectif qui se dégage est inférieur à l'esprit individuel. C'est un esprit étroit, borné, mesquin, égoïste et intolérant. On le nomme esprit de caste, esprit de coterie, esprit de chapelle, esprit corporatif, suivant les conditions où il se développe. Dans tous les cas, et dans tous les lieux il est mortel à l'esprit d'indépendance et de libre examen.

Que le syndicalisme de lui-même soit auto-éducateur et se traduise par un accroissement moral de la personnalité du travailleur, voilà qui peut se discuter, mais il est certain et il est prouvé par contre que l'ambiance collective n'est pas sans danger pour le moral de l'individu si ce dernier est idéaliste et cultivé.

Les anarchistes avaient fort bien vu dès le début le péril d'un syndicalisme stagnant. Aussi faisaient-ils tous leurs efforts pour maintenir les syndicalistes en état d'agitation permanente. Cette tactique inspirée par une haute compréhension des choses sociales a été longtemps salutaire. Les syndicalistes ne grossissaient pas en effectifs d'une façon foudroyante mais ils créaient dans la société tout entière un courant d'opinion passionné, terriblement inquiétant pour la bourgeoisie.

J'ai déjà expliqué comment l'invasion Sorellienne des syndicats, les théories captieuses, les prestigieuses sophismes d'intellectuels à qui la politique parlementaire n'avait pas souri et qui se battaient sur le syndicalisme en flânant les militants en vedette introduisit dans l'ambiance ouvrière des toxines contre lesquelles les anarchistes épuisés d'efforts antérieurs se trouvaient désarmés.

Il y eut à cette époque une désertion en masse des syndicalistes par les anarchistes soucieux avant toute chose de leur hygiène morale. Et c'est alors que fut émis ce mensonge monstrueux qui est à l'origine de la pourriture actuelle : le syndicalisme se suffit à lui-même !

Le maximum d'efforts qui aient jamais été déployés pour faire du syndicalisme un mouvement vigoureux et sain l'a été par les anarchistes. Leur abandon a marqué le commencement de la fin et a prouvé jusqu'à l'évidence que le syndicalisme n'est pas spécifiquement révolutionnaire mais qu'il ne vaut que par l'idée qui l'anime. L'idée absente le syndicalisme revient à un conservatisme social qui est une forme de réaction.

Nul ne niera que la C. G. T. n'ait accompli depuis 1914 un office réactionnaire qui en maintes circonstances, a sauvé l'ordre social.

Observée sous un autre angle et in-

Tous à l'Assemblée Générale

Samedi 3 septembre à 20 h. 30, Réunion générale de l'Union Anarchiste, 49, rue de Bretagne.

A cette réunion d'une grande importance où l'on y discutera du Congrès Anarchiste et autres questions intéressantes, nous invitons expressément tous nos adhérents de la Région parisienne.

